

FINANCEMENT INNOVANT : UN APERÇU



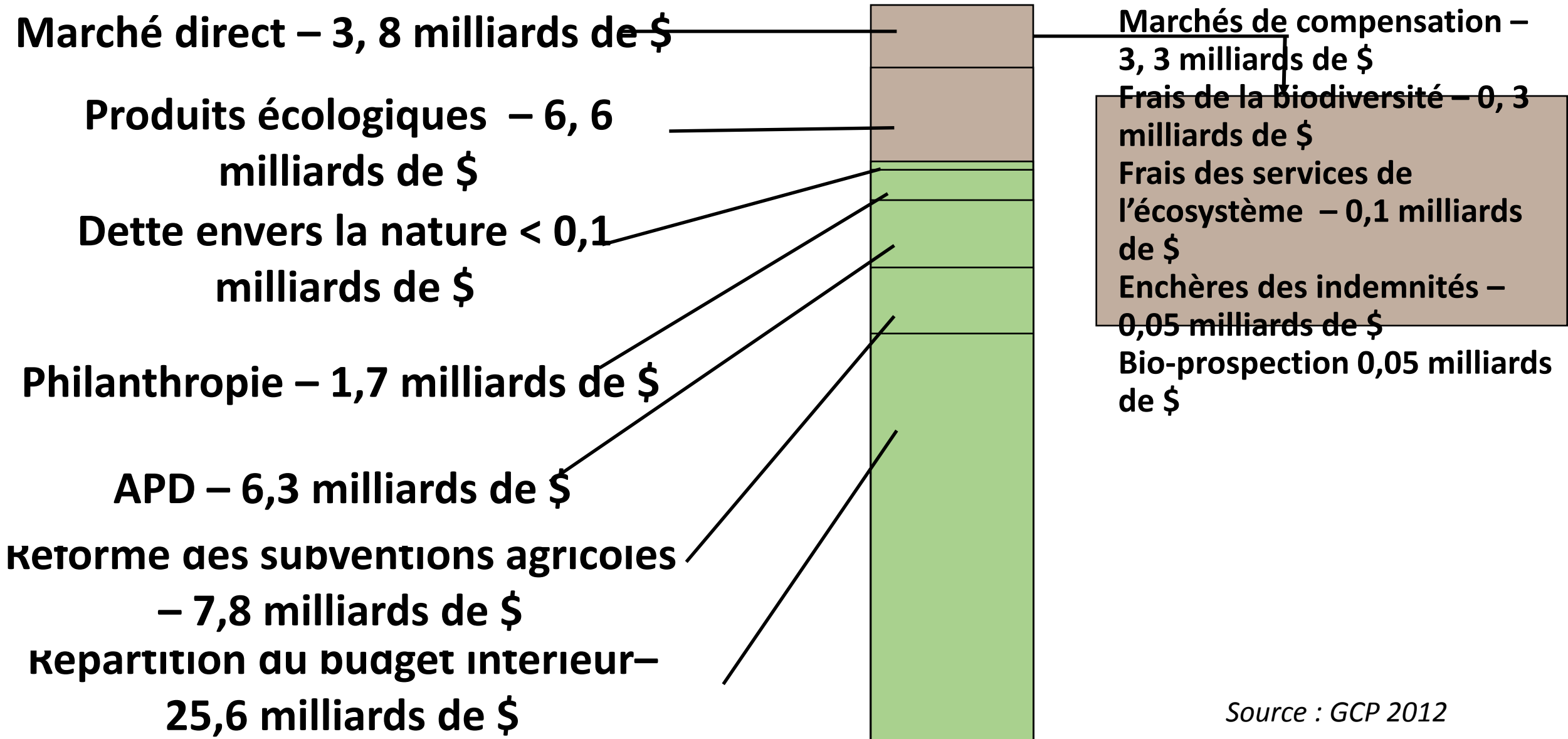
DEFICIT dans le FINANCEMENT de la BIODIVERSITÉ



Le groupe d'experts de haut niveau a chiffré entre 150 et 450 milliards de \$ le coût annuel jusqu'en 2020 pour atteindre les objectifs d'Aichi.

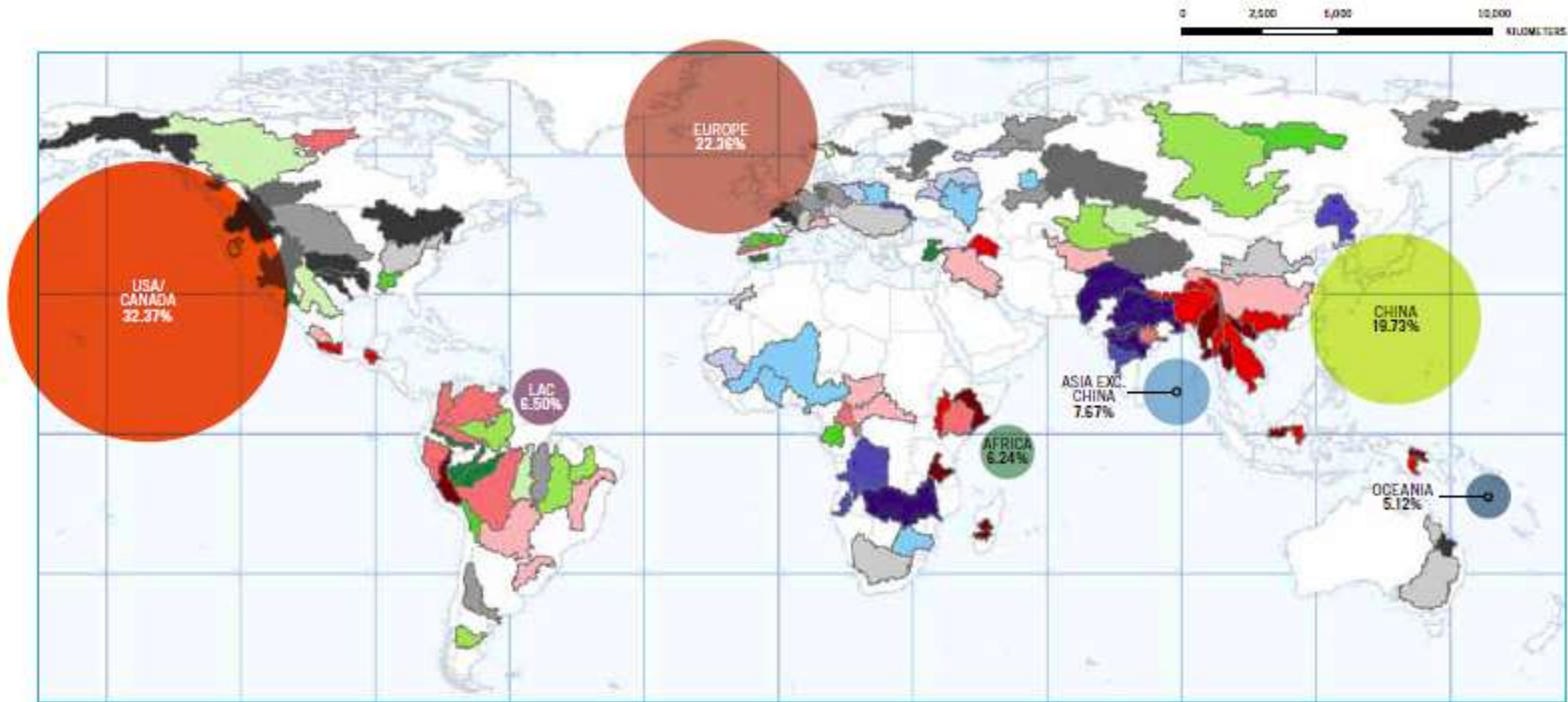
L'APD dédiée à la biodiversité est inférieure à 5 milliards de \$ par an,
soit moins de 5 %.

FLUX de FINANCEMENT de la CONSERVATION – 51,8 milliards de \$



Source : GCP 2012

LE FINANCEMENT de la BIODIVERSITÉ MONDIALE VS la BIODIVERSITÉ MONDIALE



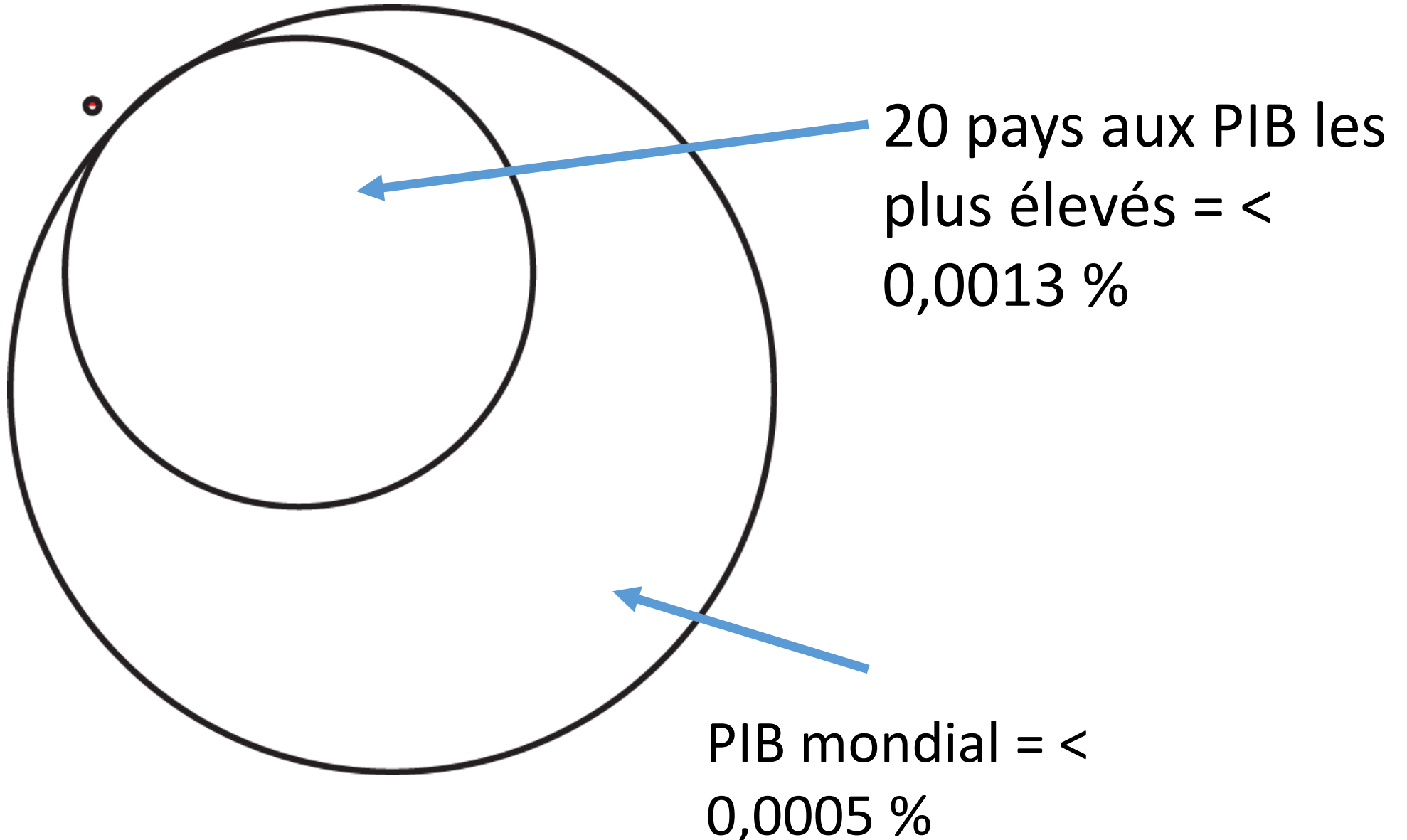
Estimations du coût global des zones protégées



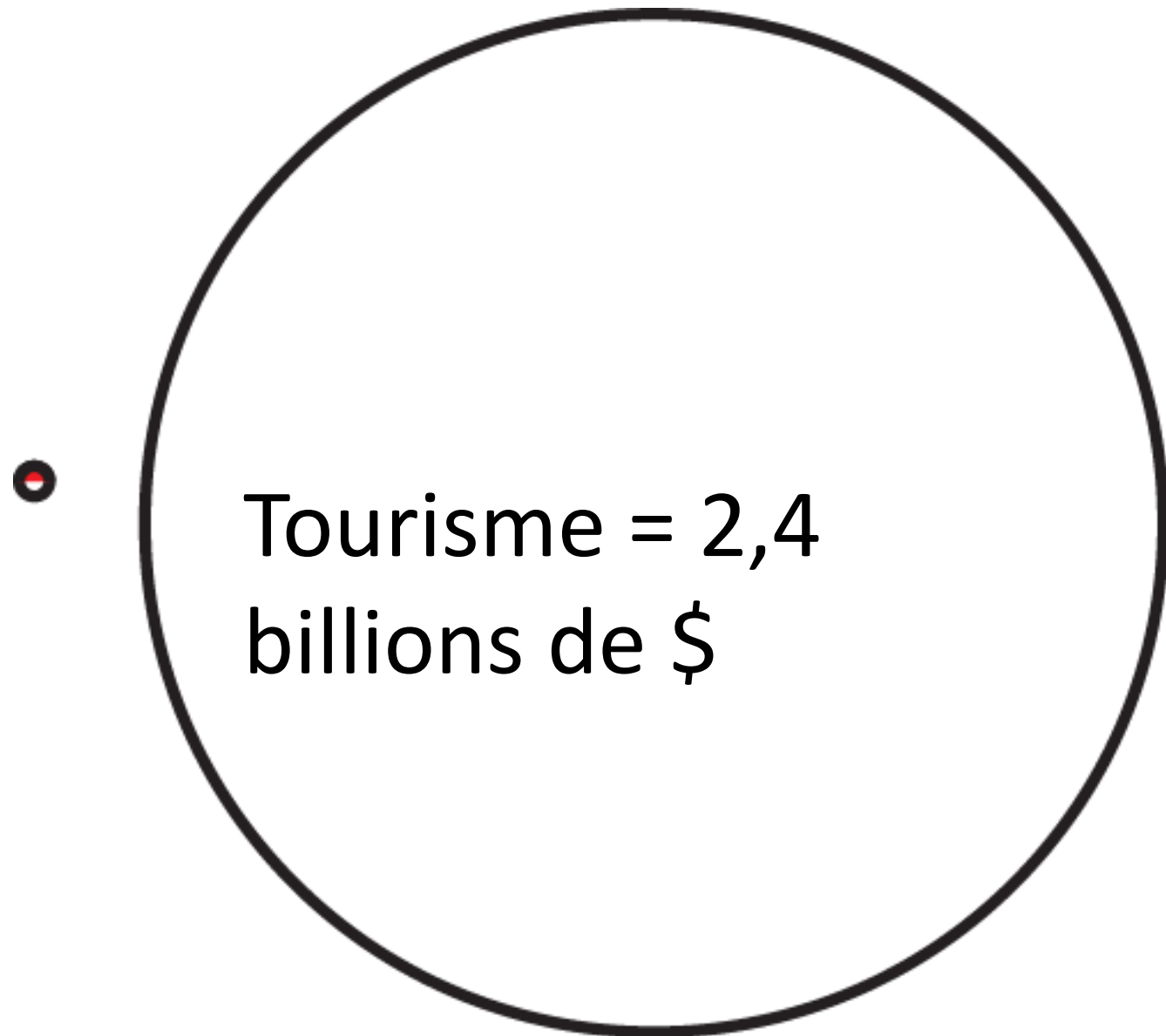
Environ la moitié des coûts sont financés



Coût des zones protégées en pourcentage du PIB



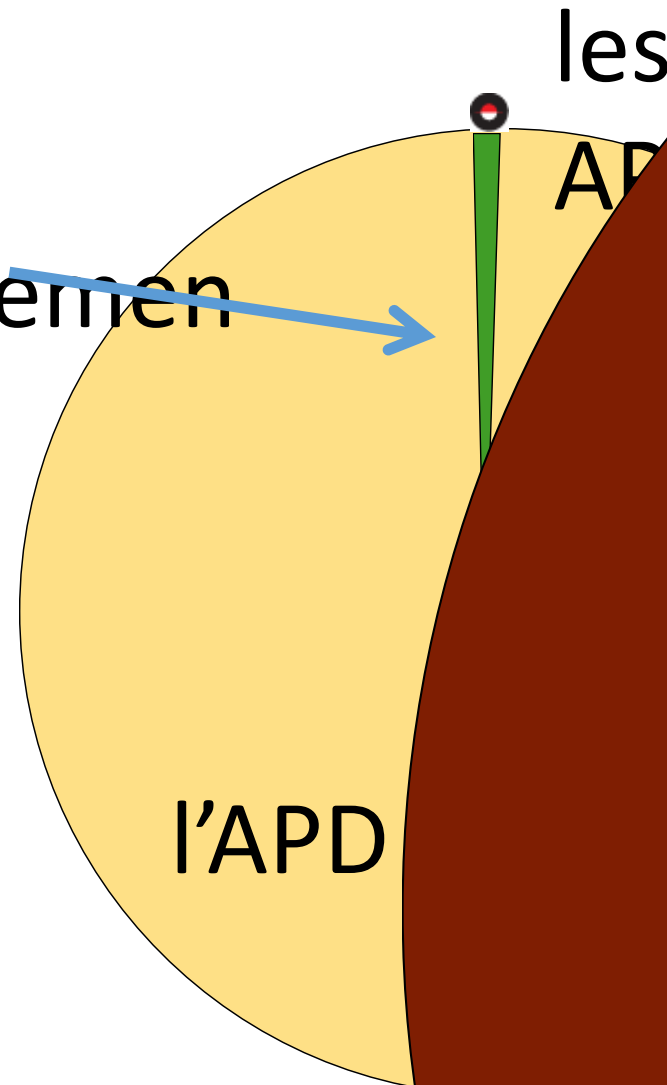
Nombreuses sources de revenu inexploitées



Un supplément de
0,007 %
financerait
entièrement
toutes les aires
protégées dans le

l'APD dans ce contexte

l'APD
environnementale



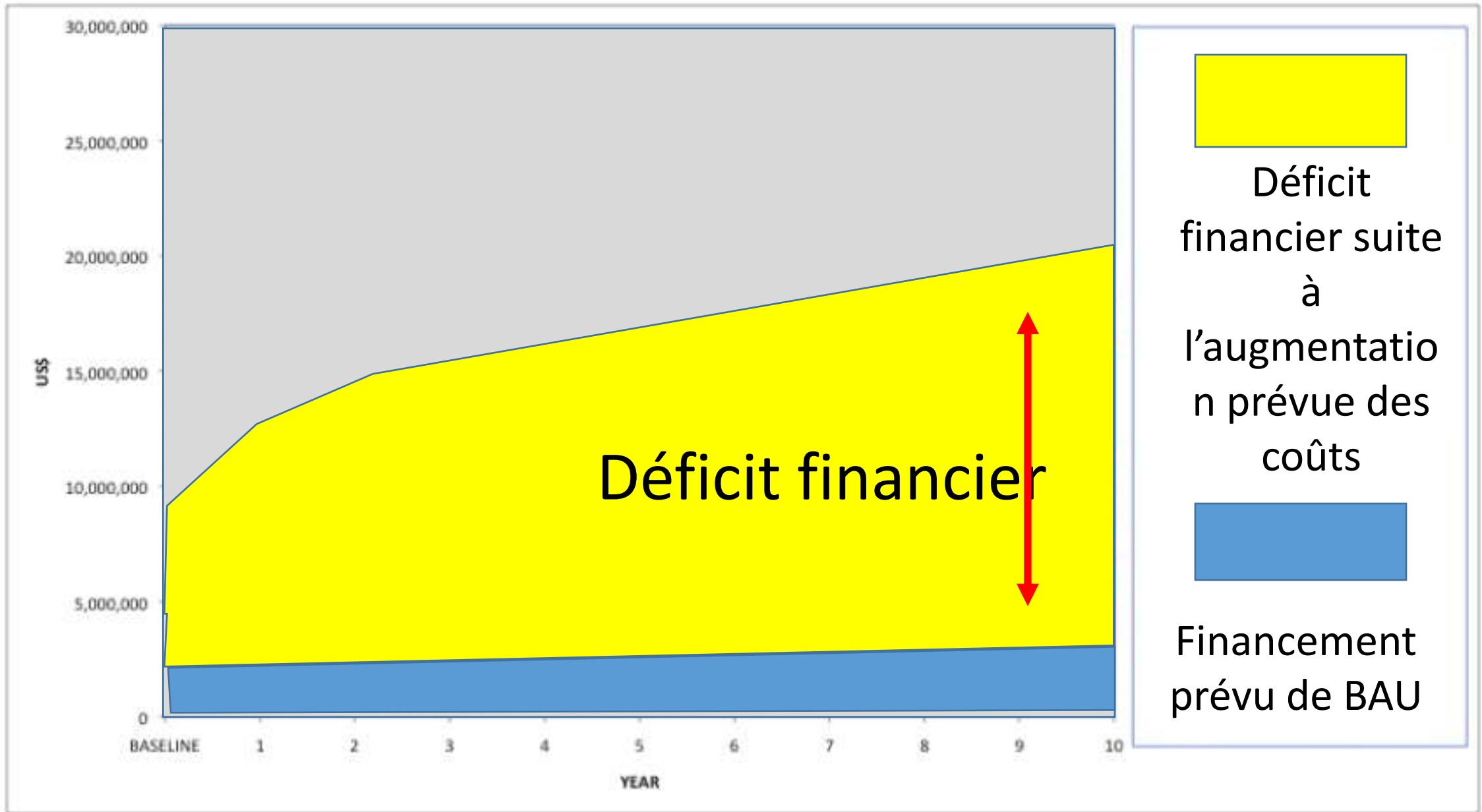
**Incitations et
subventions contre-
productives**

[illegible]

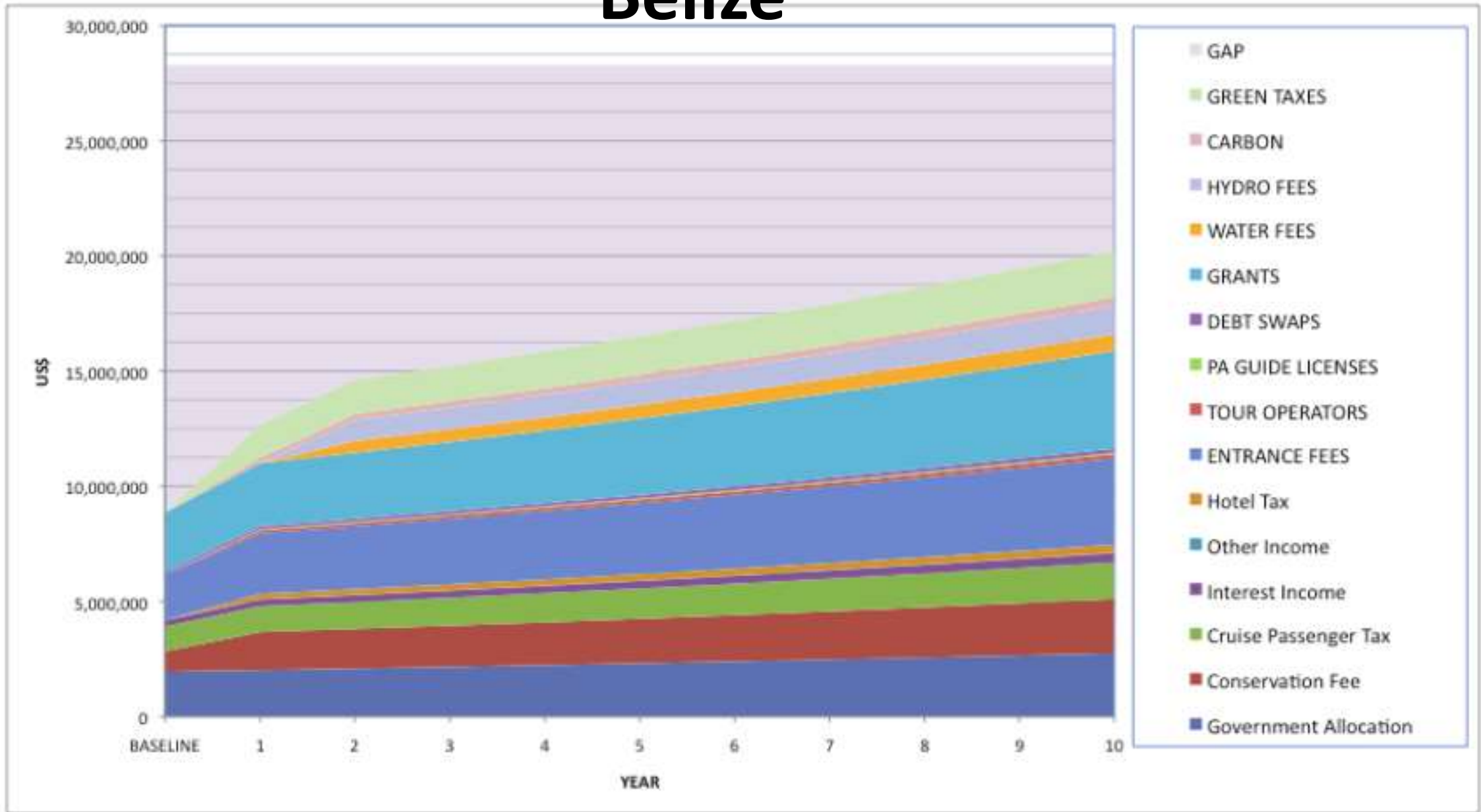
- Le financement actuel : **9 millions de \$**
- Déficit de financement actuel : **19 – 29 millions de \$**

D'ici à **10 30**

Le déficit financier des AP au Belize



Belize



Divers mécanismes de financement

Incitations fiscales positives <ul style="list-style-type: none">• Crédits d'impôt• Retenues d'impôt	Mesures fiscales dissuasives <ul style="list-style-type: none">• Taxes sur les produits, les services qui nuisent à la biodiversité	Réforme fiscale <ul style="list-style-type: none">• Réduction des subventions qui nuisent à la biodiversité
Politiques d'approvisionnement <ul style="list-style-type: none">• Approvisionnement du gouvernement, de l'entreprise	Plafonnement et commerce <ul style="list-style-type: none">• Limiter sur les biens ou services et le commerce du marché	Politiques de PSE <ul style="list-style-type: none">• Les bénéficiaires paient les frais d'entretien des écosystèmes
Certification du marché <ul style="list-style-type: none">• Prime de marché, accès pour des pratiques durables	Compensations pour la biodiversité <ul style="list-style-type: none">• Échange d'une protection équivalente par	Amendes et frais <ul style="list-style-type: none">• Frais qui découragent les pratiques non durables

Critères de contrôle de la faisabilité

Considérations Financières <ul style="list-style-type: none">• Quel sera le montant des recettes générées ?• Dans quelle mesure ces recettes sont stables ?• Quels sont les coûts initiaux ?	Considérations Juridiques <ul style="list-style-type: none">• Est-ce légalement possible au sein du système actuel ?• Cela réclame-t-il une nouvelle législation ?• Est-il possible d'utiliser simplement un décret ?	Considérations administratives <ul style="list-style-type: none">• A quel point cela sera t-il difficile à administrer, appliquer, recueillir ?• Y a-t-il un personnel suffisamment formé ?
Considérations sociales <ul style="list-style-type: none">• Quels seront les impacts sociaux ?• Qui va payer?• Le mécanisme sera t-il considéré comme	Considérations politiques <ul style="list-style-type: none">• Y a-t-il une volonté politique ?• Les fonds seront-ils alloués à bon escient ?	Environnemental <ul style="list-style-type: none">• Quels sont les impacts environnementaux impliqués par l'exécution ?• Des garanties peuvent-elles être mises en place ?